

## **Afrique-BAD/Coopération**

***LIBREVILLE, 15 décembre (Infosplusgabon) - La Banque africaine de développement (BAD) et les autorités marocaines ont signé, mardi à Rabat, deux accords de prêt d'un montant total de 138 millions d'euros destinés à renforcer l'inclusion financière, sécuriser l'accès à l'eau potable et soutenir la relance, rapporte un communiqué de presse.***

La cérémonie de signature de l'accord a réuni la ministre de l'Économie et des Finances, Nadia Fettah, le responsable-pays de la Banque africaine de développement pour le Maroc, Achraf Hassan Tarsim et le directeur général de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable, Abderrahim El Hafidi.

Les financements de la Banque sont destinés à mettre en œuvre le Programme d'appui à l'inclusion financière, à l'entrepreneuriat et aux très petites et moyennes entreprises ainsi que le Projet de pérennisation et de sécurisation de l'accès à l'eau.

« Je voudrais souligner le rôle important de la Banque africaine de développement en tant que partenaire de référence dans l'accompagnement des réformes entreprises par le Royaume du Maroc dans différents secteurs prioritaires, en particulier le secteur financier, les transports, l'énergie, l'eau potable, l'éducation et la santé, a déclaré Mme Fettah. Nous invitons la Banque à renforcer davantage son appui aux efforts du gouvernement visant à mettre en œuvre, sous les hautes orientations de Sa Majesté le Roi, ses différents chantiers et réformes stratégiques, la poursuite de la gestion de la crise sanitaire et de la relance économique ainsi que l'opérationnalisation du nouveau modèle de développement. »

« Ces deux opérations destinées à deux secteurs distincts partagent les mêmes mots d'ordre : l'inclusion et la relance, a affirmé M. Tarsim. La relance, nous la soutenons à travers l'appui à l'inclusion financière, à l'entrepreneuriat et aux très petites et moyennes entreprises mais également en sécurisant l'accès à l'eau potable pour des millions d'habitants dans les provinces de Guercif, Zagora, Al Hoceima, Tanger et Beni Mellal. »

Pour le directeur général de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable, Abderrahim El Hafidi, « le partenariat avec la Banque africaine de développement est historique et exemplaire avec un important niveau d'engagement. Ce financement additionnel vient renforcer les systèmes d'accès à l'eau potable dans plusieurs régions du Royaume ».

D'un montant de 120 millions d'euros, le premier accord de prêt vise à aider les entreprises en difficulté à redémarrer leur activité et à préserver les emplois. Il appuiera les réformes en matière d'inclusion financière afin de faciliter l'accès au financement pour les ménages et les très petites et moyennes entreprises. Il contribuera également à diversifier leurs sources de financement en renforçant le caractère inclusif du marché des capitaux. Le programme soutiendra aussi l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat et contribuera à améliorer le climat des affaires à travers la simplification des procédures administratives.

Le second accord, d'un montant de 18 millions d'euros, constitue un financement additionnel qui s'ajoute aux 112 millions d'euros mobilisés en 2018 pour financer le Projet de pérennisation et de sécurisation de l'accès à l'eau. Son objectif est de contribuer à sécuriser l'accès à l'eau potable dans les provinces de Guercif, Zagora, Al Hoceima, Tanger et Beni Mellal.

L'engagement de la Banque africaine de développement au Maroc, depuis un demi-siècle, s'élève à plus de 12 milliards de dollars américains. Les financements couvrent les secteurs suivants : santé, agriculture, énergie, eau, transports, développement humain et secteur financier.

Le Groupe de la Banque africaine de développement est la première institution de financement du développement en Afrique. Elle comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). Présente sur le terrain dans 31 pays africains et dotée d'un bureau extérieur au Japon, la Banque contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 États membres régionaux, souligne-t-on.

© Copyright Infosplusgabon